



Une annexion de fait : Israël veut prendre le contrôle des sites archéologiques de Cisjordanie

Description

Par l'Agence Média Palestine, le 9 février 2026.



Des Israéliens visitent le site archéologique de Sébastia, en Cisjordanie occupée. image : Flash90

Un projet de loi examiné actuellement à la Knesset (le parlement israélien) prévoit de transférer des sites archéologiques de Cisjordanie au ministère israélien du Patrimoine, ouvrant la voie à l'annexion de fait du territoire palestinien occupé.

Sur le terrain, les expropriations *manu militari* ont déjà commencé depuis plusieurs mois comme de nombreux [reportages](#) l'ont attesté. Dans l'un des plus récents, le correspondant du [Figaro](#) Stanislas Poyet a décrit de grossières «toiles de David noires peintes sur les antiques pierres du site archéologique de Sebastia dans le nord de la Cisjordanie. « Les colons ont marqué le territoire, pour eux, tout ce qui est ici est à eux », déplore Zaid Azhari, un habitant engagé dans la protection du site archéologique.

Le 17 novembre 2025, Mahmoud Azem, le maire de Sebastia, recevait l'ordre d'expropriation du site archéologique. Au total, 182 hectares doivent être saisis, rapporte le journaliste du *Figaro*. « C'est la plus grande expropriation archéologique depuis 1967 (date de la conquête de la Cisjordanie durant la Guerre des Six Jours, NDLR) », s'indigne Mahmoud Azem.

Depuis juillet 2024, l'armée israélienne a décidé d'interdire aux Palestiniens l'accès du sommet de la colline, où se situent les vestiges les plus importants, au nom de vagues « raisons sécuritaires ». Situé la lisière des zones C (contrôlées par l'armée israélienne) et B (sous contrôle sécuritaire israélien, administratif palestinien), à quelques centaines de mètres de la route 60 qui traverse la Cisjordanie du nord au sud, le site archéologique est « un point d'appui stratégique pour les mouvements de colons qui pullulent en Cisjordanie », écrit Stanislas Poyet. Et de rapporter les propos du ministre israélien du patrimoine, Amichai Eliyahu, fervent défenseur de l'annexion de la Cisjordanie et de Gaza, qui est resté sur X: « Nous ne céderons plus notre héritage des meurtriers. Il s'agit de notre patrie historique ; nous ne quitterons jamais cet endroit ».

« Nous approfondissons nos racines dans toutes les régions de la terre d'Israël et enterrons l'idée d'un Etat palestinien », a salué Bezalel Smotrich, colon et partisan de l'annexion, ministre chargé des affaires civiles au ministère de la Défense. Israel Katz, ministre de la Défense, a lui aussi affirmé que « la Judée-Samarie est le cœur du pays et [que] son renforcement constitue un intérêt sécuritaire, national et sioniste de premier ordre », utilisant le nom biblique de la Cisjordanie employé par les autorités israéliennes.

Sans annoncer la moindre mesure coercitive, l'Union européenne a timidement dénoncé l'initiative : « Le projet de loi israélien visant à transférer le contrôle de la gestion des sites archéologiques et des antiquités de la Cisjordanie occupée à une autorité civile israélienne soulève de sérieuses préoccupations, notamment en ce qui concerne une possible violation du droit international », a écrit la délégation de l'UE auprès des Palestiniens sur X.

L'annonce de la prise de contrôle des sites archéologiques s'inscrit dans une série de mesures annoncées par le gouvernement israélien pour renforcer son projet d'annexion de la Cisjordanie occupée. Une autre mesure prévoit notamment la levée des restrictions sur la vente de terrains palestiniens à des Israéliens afin de favoriser l'extension des colonies, en violation flagrante du droit international.

date créée
2026/02/09